

*Initiatives ministérielles*

petites et moyennes entreprises du Canada à trouver du financement.

Le gouvernement ne prend pas d'engagements sincères envers les petites entreprises. Lorsqu'il présente à la Chambre un projet de loi dans lequel il prend des engagements, nous collaborons, puis rien ne se passe. Ce n'est pas correct.

**M. Domm:** Ce n'est pas le cas.

**M. Mills:** Le député de Peterborough affirme que ce n'est pas le cas. Je peux vous dire ce qu'il en est. Nous avons collaboré, le député le sait fort bien, il était là. Lundi dernier, j'ai appelé au cabinet du ministre, mais je ne veux pas répéter à la Chambre la réponse que j'ai obtenue.

**M. Domm:** Faites-nous en part.

**M. Mills:** D'accord. On m'a dit de ne pas promouvoir ce projet de loi pour l'instant, car il n'a pas été adopté par le Sénat. Le député de Peterborough accepte-t-il pareille réponse? Il ne me croit pas. Ne me dites pas que le député n'était pas dans sa circonscription la semaine dernière pour promouvoir et aider les petites entreprises. Il y était.

**M. Domm:** Le projet de loi n'a pas été promulgué, mais il a été adopté au Sénat.

**M. Mills:** Encore une excuse. Ce gouvernement est l'instigateur de la TPS, le défenseur du statu quo et, avant Noël, il a fait de belles annonces en présentant la Loi sur les prêts aux petites entreprises. Nous avons devant nous une belle bande de plaisantins. Voilà ce qu'ils sont. Le gouvernement propose aujourd'hui une simplification de la TPS, une simplification de 350 pages.

À l'heure actuelle, il y a au Canada une crise de confiance. Nous devons faire quelque chose pour raviver l'esprit d'entreprise dans notre pays.

**M. Domm:** Vous feriez mieux de vous entendre entre vous, dans votre parti.

**M. Mills:** Voilà ce qui se produit lorsqu'un gouvernement est en place depuis dix ans et que quelqu'un essaie de faire valoir le point de vue de ses concitoyens qui appellent maintenant à l'aide. Il y a 960 000 petits entrepreneurs qui appellent justement à l'aide. Quand on essaie de souligner, d'une manière constructive, que le gouvernement ne met pas à exécution la Loi sur les prêts aux petites entreprises, les ministériels répliquent d'une manière arrogante. Au lieu de faire preuve d'arrogance, pourquoi les députés n'interviennent-ils pas auprès du ministre des Finances et du ministre chargé des petites entreprises? Les ministériels sont au pouvoir. Pourquoi ne somment-ils pas les ministres de donner suite à la mesure législative que la Chambre a adoptée?

• (1045)

C'est l'une des raisons pour lesquelles la population a perdu confiance dans le gouvernement. Celui-ci n'est plus sensible à la misère de nos concitoyens. Il est insensible aux deux millions de personnes qui demandent actuellement de l'aide. Ces personnes veulent travailler. Elles veulent plus d'emplois. Voilà ce qu'elles souhaitent. Il n'y a pas de quoi plaisanter. Je ne prends pas ce problème à la légère. La situation est grave.

Le gouvernement veut aujourd'hui que nous appuyions un projet de loi qui améliore la TPS. Je m'oppose catégoriquement à cette taxe inefficace et injuste. Les petits entrepreneurs canadiens abhorrent la TPS. Ils veulent qu'elle soit remplacée. Ils veulent vraiment s'assurer que nous le ferons d'une manière responsable; il ne suffit pas de claquer des doigts pour que tout arrive comme par magie. Il doit y avoir un débat sérieux sur la réforme fiscale, mais les petits entrepreneurs ne veulent pas que nous défendions le statu quo comme entend le faire le gouvernement conservateur. Nous ne défendrons pas le statu quo. Rien, absolument rien ne pourra me faire changer d'idée au sujet de la TPS.

Depuis trois ans, j'ai pu constater la misère qu'elle cause. J'ai vu des gens perdre leur entreprise. J'ai vu des gens perdre leur commerce. J'ai vu des gens perdre leur maison. Même si les conservateurs élisent un nouveau chef—que ce soit le ministre des Finances, le ministre des Transports ou la ministre de la Défense nationale—rien ne changera: c'est à ce gouvernement qu'on doit la TPS. Et les deux millions de personnes qui souffrent aujourd'hui et qui souffrent depuis trois ans n'existent pas en rêve; elles sont bien réelles.

Croyez-moi quand je vous dis que les gens qui travaillent se préoccupent autant, sinon plus, de ceux qui ne travaillent pas. Les ministériels veulent faire comme si ces deux millions de chômeurs n'existaient pas et ils pensent que les dix ou onze millions de Canadiens qui travaillent vont être d'accord avec ce que fait le gouvernement. Qu'il se détrompe!

Il y a d'autres solutions que le statu quo. Surtout que le statu quo est inacceptable quand on a une économie clandestine de plus de cent milliards de dollars. Le vérificateur général a affirmé l'an dernier que la plupart des Canadiens n'arrivaient même pas à déchiffrer les formulaires d'impôt.

Je suis tout à fait contre ce projet de loi et j'ai très hâte aux prochaines élections, alors que la TPS causera à elle seule la perte du gouvernement.

**Mme le vice-président:** Je constate que le député aurait une question à poser ou une observation à faire.